

hebdomadaire

n° 3050 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## UN CHÈQUE DE 20 MILLIARDS POUR LES ENTREPRISES

*Le gouvernement va instaurer un crédit d'impôt dont bénéficieront toutes les entreprises. Il ne sera pas financé par des exonérations de cotisations sociales, mais par des coupes budgétaires et une seule refonte des taux de TVA. Lire pages 3 et 4.*

### AGIR événements

Le gouvernement accumule les mauvaises nouvelles en matière de fixation des **prix de l'électricité et du gaz.**

Lire page 2

Le dispositif de départ en **retraite anticipé** pour les salariés qui ont commencé à travailler très tôt est entré en vigueur.

Lire page 5

Il manque 150 millions à **France Télévisions** pour boucler son budget 2013, ce qui équivaut à 3 000 postes.

Lire page 7

Les grèves se multiplient dans les **mines sud-africaines** et ébranlent jusqu'au paysage syndical.

Lire page 8

«IL N'Y A PAS DE PROBLÈME DE COÛT DU TRAVAIL»

Lire l'interview de Jean-Claude Mailly au *Parisien* en page 4.

### AGIR événements

**TPE:**  
À trois semaines du début du scrutin, attention aux listes déposées par des syndicats fantômes.

Lire page 13

### RESPIRER culture

Le président des États-Unis est élu à l'issue d'un scrutin universel indirect qui remonte à 1789.

Lire page 15

### MONTRER enquête

La collecte des vieux papiers et cartons est une activité en pleine croissance grâce à l'appétit de la Chine. Un marché juteux, mais qui se traduit par des fermetures de sites dans l'Hexagone.

Lire pages 17 à 19



Photo S. Gautier



En guise d'éditorial

# «IL N'Y A PAS DE PROBLÈME DE COÛT DU TRAVAIL»

Interview publiée dans *Le Parisien* du 5 novembre 2012.

*Alors que le commissaire à l'investissement Louis Gallois remet ce lundi matin son rapport à Jean-Marc Ayrault, Jean-Claude Mailly refuse que le débat sur la compétitivité s'engage sur la question du coût du travail.*

## Qu'attendez-vous du rapport Gallois?

**Jean-Claude Mailly:** Qu'il mette l'accent sur la compétitivité dite «hors coût». Autrement dit, sur tout ce qui touche à l'innovation, à l'investissement, à la recherche, à la stratégie industrielle, au rôle des banques vis-à-vis des entreprises. Les difficultés de l'économie française et d'une partie de l'industrie viennent de là. Or je crains que l'objectif principal de ce rapport soit un nouveau plaidoyer en faveur d'un transfert massif des cotisations sociales des employeurs vers les Français. Alors qu'il n'y a pas de problème de coût du travail.

## Le patronat et un certain nombre d'économistes affirment pourtant le contraire...

**Jean-Claude Mailly:** Cette logique est inacceptable. Concrètement, ça veut dire quoi? Qu'il faut rogner

systématiquement sur le système de protection sociale et sur le niveau des salaires pour être compétitif. Ceux qui prônent ça, c'est-à-dire une partie du patronat, la Commission européenne et l'OCDE, nous ont déjà envoyés dans le mur de la crise. C'est faire une erreur de diagnostic économique. Le coût du travail dans l'industrie, en France et en Allemagne, est quasiment le même. Ce qui fait la différence, ce sont les gammes de produits, le tissu industriel, la stratégie, l'accès au financement. Voilà pourquoi ils sont meilleurs que nous.

## Qu'attendez-vous du gouvernement?

**Jean-Claude Mailly:** Qu'il ait une position claire, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. C'est à François Hollande et à son gouvernement de faire un choix. Demain, on aura les premiers éléments. Ça va être l'heure de vérité. S'ils se contentent d'être «les gestionnaires honnêtes et loyaux des affaires du capitalisme», comme disait Léon Blum, il y aura un fort désaccord. Et s'il faut mobiliser, on n'hésitera pas!

## François Hollande a déjà recadré le débat en parlant de «pacte» de compétitivité et non plus de choc. Ça va dans le bon sens?

**Jean-Claude Mailly:** Ça veut dire quoi un pacte? Qu'on va être tous d'accord? Sur la question de la

compétitivité, il y a eu débat il y a trois ans entre le patronat et les syndicats. Mon organisation a refusé de signer le document justement parce qu'il y avait la question du coût du travail. Il y a des divergences. Et je ne vois pas comment on peut y arriver.

## Quelles mesures emporteraient le soutien de FO?

**Jean-Claude Mailly:** Des réponses sur les relations des donneurs d'ordre avec leurs sous-traitants ou sur la stratégie industrielle de l'État. Quand on demande aux petites entreprises quel est leur principal souci aujourd'hui, elles répondent: la relation avec leur banquier. C'est ça la réalité de tous les jours. François Hollande avait aussi annoncé un impôt sur les bénéfices des sociétés, modulé selon qu'elles les réinvestissent ou les redistribuent à leurs actionnaires. Voilà des pistes à creuser si l'on veut améliorer sur le fond la compétitivité des entreprises françaises.

## Faire appel à Louis Gallois, était-ce une erreur de casting?

**Jean-Claude Mailly:** Ne l'oublions pas, il a été lui-même employeur. Chez EADS il avait mis en place un plan baptisé Power Eight, qui avait généré quelques mouvements sociaux.

Propos recueillis par C.G.

# S O M M A I R E

## AGIR

### Page 2

Court-circuit:  
La tarification du gaz et de l'électricité fait disjoncter le gouvernement.  
Floue: Réforme ferroviaire:  
Le gouvernement en dit trop ou pas assez.

### Page 3

Compétitivité: Le gouvernement offre 20 milliards aux entreprises.  
Une nouvelle niche fiscale pour toutes les entreprises, sans contreparties.

### Page 4

En guise d'éditorial:  
«Il n'y a pas de problème de coût du travail». Interview de Jean-Claude Mailly par *Le Parisien*.

### Page 5

Protection sociale: La retraite à 60 ans sous conditions.  
Retraite: La durée de cotisation maintenue à 41 ans et demi

### Page 6

Fiscalité:  
La restauration plaide pour sa TVA réduite.  
Collectivités:  
L'investissement public local suspendu à la décision de l'État.

### Page 7

Austérité:  
Craintes sur l'emploi à France Télévisions.  
Agroalimentaire: Au moins 87 postes encore supprimés chez Doux.

### Page 8

Poudrière:  
La situation reste explosive dans les mines d'Afrique du Sud.

Charité:  
Quand l'Europe ne sait plus comment nourrir ses pauvres.

### Page 9

Banque:  
L'Écureuil malade de son management.  
Congrès:  
L'UD FO du Puy-de-Dôme en ordre de bataille contre l'austérité.

### Page 12

Tract contre l'austérité.

### Page 13

Élections TPE  
Attention au trompe-l'œil!

## SAVOIR

### Page 14

Les droits:  
Un conflit persistant avec sa hiérarchie peut-il justifier une prise d'acte?  
Consommation:  
Énergie:  
La main glacée du marché.

## RESPIRER

### Page 15

Une démocratie à étage:  
Les élections américaines.  
Parution > La rédaction vous signale.  
Voix de presse:  
Compétitivité:  
De qui se pacte-t-on?

### Page 16

Une sélection de livres.

### Théâtre:

D'un retournement l'autre:  
Un économiste met banquiers et politiques entre quatre planches.

## MONTRER

### Pages 17 à 19

Quand la Chine assèche le marché:  
Le filon en or de nos vieux papiers.

## DOSSIER

### Pages 10 et 11

XVI<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale FO de l'Action sociale:  
L'action sociale riposte face à la crise.

## Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Jamel Azzouz (8289)  
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)  
Faire précéder les n<sup>os</sup> de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.  
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr  
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818



# ***Austérité, TSCG*** ***Ça suffit !***



**Le 14 novembre, les travailleurs espagnols, grecs et portugais seront dans l'action, par la grève et les manifestations,** contre les mesures d'austérité imposées au monde du travail par leurs gouvernements et la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international).

**Ce rouleau compresseur de l'austérité, à des degrés divers selon les pays, est socialement, économiquement et démocratiquement suicidaire.** Il faut y mettre fin. Aujourd'hui, c'est une rupture dans les modalités de la construction européenne qui est indispensable. Cette rupture doit viser à combattre le dumping social, à relancer la consommation et l'activité économique, à soutenir l'investissement, à consolider les services publics et les régimes de protection sociale collective, à respecter la liberté de négociation, les conventions collectives et les statuts.

**C'est pour toutes ces raisons que Force Ouvrière continue à s'opposer au TSCG et au rôle de la troïka** chargée de mettre en œuvre les politiques d'austérité. Leur logique – «on peut vous prêter de l'argent à condition que vous remettiez en cause les droits des salariés, les services publics et les régimes sociaux» – est intolérable.

**Force Ouvrière affirme son entière solidarité avec les syndicats et travailleurs européens qui résistent.** Et, parce que nous combattons les politiques d'austérité, nous pouvons dire que nous sommes tous des travailleurs espagnols, grecs ou portugais. Combattre les modalités actuelles de la construction européenne, revendiquer une autre Europe, basée sur le progrès social, économique et démocratique exigent de la fermeté, des positions claires et un esprit de résistance.

**En France, le vote par le Parlement du traité européen (TSCG) installe l'austérité.** Tous les débats autour de la flexibilité et de la compétitivité pour l'allègement du coût du travail en sont l'expression.

**Vouloir alléger le coût du travail par de nouvelles exonérations de cotisations patronales** en les transférant sur la fiscalité des ménages, c'est plomber les comptes des ménages et des salariés, c'est faire baisser la consommation, c'est menacer la sécurité sociale et l'emploi. Réduire les dépenses publiques c'est continuer à remettre en cause le service public républicain.

***Pour une autre logique économique et sociale, il faut dire***

● **NON À L'AUSTÉRITÉ;**

● **OUI AUX  
AUGMENTATIONS  
DE SALAIRES;**

● **NON AU TSCG;**

● **OUI À UNE EUROPE DE  
PROGRÈS, À L'ÉGALITÉ  
RÉPUBLICAINE ET  
À LA SOLIDARITÉ.**

*Confédération générale du travail Force Ouvrière - 141 avenue du Maine 75680 Paris Cedex 14*

## LES DROITS

*Moyen de mettre fin au contrat de travail et réservée au seul salarié, la prise d'acte de rupture est de création récente et d'origine jurisprudentielle. D'où une attention particulière quant aux conditions d'application de la part des juges et,*

*bien sûr, de la plus haute juridiction, la Cour de cassation. Cette dernière insiste ici sur la notion de manquement de la part de l'employeur, qui doit être suffisamment grave pour justifier la prise d'acte.*

# UN CONFLIT PERSISTANT AVEC SA HIÉRARCHIE PEUT-IL JUSTIFIER UNE PRISE D'ACTE?

En cas de manquement suffisamment grave de l'employeur à ses obligations contractuelles empêchant la poursuite du contrat de travail, le salarié peut prendre acte de la rupture de son contrat (Cass. soc., 30 mars 2010, n°08-44236). Si la prise d'acte est justifiée, elle produit les effets d'un licenciement sans **cause réelle et sérieuse**. À l'inverse, si elle ne l'est pas, elle produit les effets d'une **démission** (pour une étude détaillée de la prise d'acte voir InFOjuridiques n°77, mars/mai 2012).

La prise d'acte est ouverte aux salariés embauchés en CDI. Pour les salariés en CDD, ceux-ci disposent d'un dispositif spécifique de rupture (le salarié en CDD peut rompre de manière anticipée son contrat en cas de faute grave de l'employeur: Cass. soc., 30 mai 2007, n°06-41240).

Également, le salarié en période d'essai ne peut prendre acte de la rupture de son contrat. Une rupture pendant une telle période, lorsqu'elle repose sur un manquement suffisamment grave de l'employeur, s'analyse en une rupture abusive

de la période d'essai (Cass. soc., 7 février 2012, n°10-27525). Dans un tel cas de figure, le salarié ne pourra prétendre qu'à des dommages et intérêts en fonction du préjudice réellement subi; il n'aura pas droit notamment à l'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse, ni à l'indemnité compensatrice de préavis.



En revanche, un salarié déclaré inapte à la suite d'un accident du travail peut prendre acte de la rupture de son contrat de travail (Cass. soc., 21 janvier 2009, n°07-41822).

S'il revient normalement au salarié de prouver la réalité des manquements, dans certaines hypothèses la **charge de la preuve** repose sur l'employeur. C'est notamment le cas lorsque le salarié victime d'un accident du travail invoque une inobservation des règles de prévention et de sécurité. Dans ce cas, c'est à l'employeur, qui considère injustifiée la prise d'acte du salarié, de démontrer que la survenance de cet accident est étrangère à tout manquement à son obligation de sécurité de résultat (Cass. soc., 12 janvier 2011, n°09-70.838).

La Cour de cassation a dernièrement eu l'occasion de donner une nouvelle illustration d'un cas justifiant une prise d'acte (Cass. soc., 17 octobre 2012, n°11-18208). Il s'agissait d'une salariée qui avait pris acte de la rupture de son contrat en raison d'un conflit persistant avec sa supérieure hiérarchique. La Cour

de cassation a validé cette prise d'acte. Elle a considéré que l'employeur qui laisse perdurer un conflit sans lui apporter de solution commet un manquement suffisamment grave justifiant une prise d'acte, même s'il n'existe pas de situation de harcèlement moral. En l'espèce, la cour d'appel avait validé la prise d'acte après avoir constaté que la salariée n'avait pas refusé d'exécuter à tort des tâches qui lui incombait et n'était pas responsable du conflit s'étant instauré avec sa responsable hiérarchique.

### CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE

Elle doit d'une part exister réellement dans les faits (objectifs et incontestables), être précise, exacte (ne cachant pas un autre motif) et vérifiable, et d'autre part posséder une importance telle qu'elle peut justifier la rupture de la relation de travail. Elle n'induit pas forcément une faute.

### DÉMISSION

Résulte de l'initiative par un salarié de rompre son contrat de travail, que ce soit par écrit ou verbalement, elle doit découler d'une volonté claire et non équivoque. Un préavis doit être respecté, sauf exceptions.

### CHARGE DE LA PREUVE

Obligation de prouver des faits ou des allégations au cours d'une procédure judiciaire.

## CONSOMMATION

# ÉNERGIE: LA MAIN GLACÉE DU MARCHÉ

Les premiers frimas angoissent les Français, déjà premiers consommateurs de tranquillisants au monde, car leurs factures d'électricité ou de gaz seront sans guère de doute plus salées que les routes. Les effectifs de l'Équipement fondent, tandis que les prix de l'énergie flambent au fur et à mesure qu'ils sont progressivement cédés à la main glacée du marché. Et à défaut de la trancher, de plus en plus de Français coupent le chauffage. Pratiquement un sur deux. Selon le baromètre annuel du médiateur national de l'énergie, dévoilé ce 30 octobre, 42% des Français déclarent avoir baissé leur chauffage devant la

montée des tarifs. Le baromètre lui aussi grimpe: ils n'étaient que 14% en 2002 et 21,5% en 2006 (chiffres INSEE). Ce qui n'empêche pas les apprentis sorciers de persévérer à ouvrir les fenêtres au marché et à la concurrence, sous l'œil de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), «autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France», indépendante du gouvernement peut-être, mais guère de l'idéologie libérale. Quoi qu'il en soit, depuis 2007, les tarifs n'ont cessé d'augmenter, asphyxiant un peu plus, par effet de boule de neige, le bud-

get des ménages et donc la consommation des Français. Et l'on se demandera par quelle ironie le gouvernement a pu donner à son projet de loi sur la tarification progressive de l'énergie, qui met à mal la péréquation républicaine des tarifs suivant le principe de solidarité du Conseil national de la Résistance (CNR), un intitulé pareil: «Vers un système énergétique sobre». Il y a longtemps que, particulièrement en matière d'énergie, les ménages modestes donnent dans la sobriété.

**AFOC** Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur [afoc.net](http://afoc.net) – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Une plate-forme dédiée à votre secteur d'activité pour répondre au mieux à vos questions et vos droits: <http://www.inFO-tpe.fr>